

TRIBUNE étudiante



ORGANE DES ÉTUDIANTS DU P.S.U. - Numéros 5 et 6 - Janvier-Février 1962 - I NF

La journée du 6 Février 1962 chez les lycéens

Il est de mode actuellement de se pencher sur les lycéens afin d'y dénicher les quelques plastiqueurs qui-ont-été-entraînés-malgré-eux-dans-une-triste-aventure. Et de s'extasier sur le courage de ces jeunes, sur leur dévouement à un « idéal », etc. !

Jean Cau, dans un récent article sur les plastiqueurs de Saint-Louis, a donné un bel exemple de prose destiné à effrayer le bourgeois de Carpentras en amplifiant volontairement l'importance de ces groupes O.A.S. ou nationalistes (Jean Cau est, paraît-il, un antifasciste ; c'est pourquoi sans doute, il met sur le même plan lycéens fascistes et antifascistes : quel sens de l'objectivité !)

Par contre, l'on passe volontiers sous silence le courant antifasciste profond qui existe dans les lycées.

Et pourtant ! Il ne se passe pas une semaine sans qu'éclate une bagarre à la sortie d'un lycée, sans que des fascistes soient rossés, sans que des tracts antifascistes soient distribués.

Et pourtant ! Près de 30 Comités Antifascistes représentant environ 3000 lycéens ont décidé de s'unir afin d'agir au sein d'un « Front Lycéen Antifasciste » qui a décidé, à l'unanimité, de rejoindre le F.U.A.

De plus en plus l'action antifasciste des lycéens inflige un démenti à ceux qui désirent séparer artificiellement lycéens et étudiants dans la lutte contre l'O.A.S. et pour la paix avec l'Algérie.

La journée du 6 février plus que tout autre.

Partout, en effet, où ce fut possible, des dizaines, des centaines de lycéens courent à la Mutualité ou à la Bourse du Travail.

A Condorcet, par exemple, dès 10 heures plus de 80 antifascistes se dirigeaient vers la Mutualité sous la direction de leur Comité. L'Administration, il est vrai, n'avait fait aucun obstacle à leur départ.

A Jacques-Decour, il a suffi aux lycéens antifascistes (plus de 200 !) d'enfoncer une porte pour se rendre à la Mutualité.

A Fénelon, par contre, l'Administration refusa obstinément de laisser sortir les démocrates qui furent contraintes de demeurer « en permanence ».

Elles ont, d'ailleurs, adressé une protestation à la directrice. Nous attendons les résultats de cette démarche.

Aussi inqualifiable fut l'attitude de l'Administration d'Henri IV qui refusa aux prépas demi-pensionnaires ainsi, bien sûr, qu'aux lycéens de quitter l'établissement.

Malgré cette interdiction, près de 100 lycéens et prépas participèrent à la manifestation de la Mutualité et, parmi eux, quelques prépas demi-pensionnaires. Nous ne parlerons pas de l'Administration de St Louis, une des plus rétrogrades de Paris ; outre que de nombreux professeurs ne firent pas grève, il fut interdit aux éventuels manifestants de quitter le lycée.

Nous pourrions, longtemps encore, continuer cette énumération. Ajoutons simplement que certains comités avalent organisé des actions locales soit à l'intérieur même du lycée, soit à la sortie.

Le 6 février a permis de mesurer la combativité des lycéens. Elle est et reste considérable.

A un moment où la démobilisation politique risque de devenir effective, où un reflux de la lutte antifasciste peut se faire sentir, la réaction des lycéens est encourageante.

Non seulement ils ont participé en masse à la journée du 6, mais encore ils sont restés sur leur faim.

Cependant - à quoi le bon le cacher ? - quelques difficultés subsistent entre les comités.

Certains veulent « centrer » l'action antifasciste des Comités sur la circulaire Paye qui serait, d'après eux, l'objectif antifasciste essentiel.

Personnellement, je ne crois pas juste cette position ; c'est comme si, pour tuer Dieu, l'on abattait la chaisière. Certes il est bon de dénoncer la circulaire Paye, il est mieux encore de l'ignorer.

Car situer, maintenir la lutte antifasciste à ce niveau en accentuant, en créant même un divorce entre prépas et lycéens, entre étudiants et lycéens serait négatif à tous points de vue.

Il faut que lycéens et étudiants, côte à côte, organisent des actions antifascistes offensives (comme celle de la rue Blanche).

Il faut qu'étudiants et lycéens, côte à côte, descendent dans la rue, manifestent contre l'O.A.S., pour le succès des futures négociations.

Pour terminer, il faut dénoncer ceux qui, face à une probable et prochaine négociation, prôneraient un « absentéisme » politique destiné à ne pas « gêner la négociation ».

Nous connaissons la valeur de cette attitude... Tout au contraire, la lutte antifasciste et pour la paix avec l'Algérie doit continuer à s'amplifier, la pression populaire doit s'accroître.

Face à la négociation les antifascistes doivent montrer qui sont leurs alliés naturels : les révolutionnaires algériens.

Jacques-Arnaud PENENT

Tribune étudiante - Numéros 5 et 6 - Janvier-Février 1962